

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1971 Nr. 122

---

---

A. TITEL

*Douaneovereenkomst inzake de tijdelijke invoer van  
pedagogisch materiaal, met Bijlage;  
Brussel, 8 juni 1970*

B. TEKST**Convention Douanière  
relative à l'importation temporaire de matériel pédagogique**

## Préambule

Les Parties Contractantes à la présente Convention, élaborée sous les auspices du Conseil de Coopération Douanière avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO),

Considérant l'importance que présente la circulation internationale du matériel pédagogique pour le développement de l'enseignement et de la formation professionnelle qui constituent des bases essentielles du progrès économique et social,

Convaincues que l'adoption de facilités générales relatives à l'importation temporaire en franchise des droits et taxes du matériel pédagogique peut y contribuer efficacement,

Sont convenues de ce qui suit:

## CHAPITRE PREMIER

*Définitions*

## Article premier

Aux fins de la présente Convention, on entend:

- (a) par «matériel pédagogique»: tout matériel utilisé aux fins de l'enseignement ou de la formation professionnelle, et notamment les modèles, instruments, appareils, machines et leurs accessoires dont la liste non limitative est annexée à la présente Convention;
- (b) par «droits et taxes à l'importation»: les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;
- (c) par «admission temporaire»: l'importation temporaire en franchise de droits et taxes à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation;
- (d) par «établissements agréés»: des établissements d'enseignement ou de formation professionnelle, publics ou privés, dont l'objet est essentiellement non lucratif, qui ont été agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir le matériel pédagogique en admission temporaire;

**Customs Convention**  
**on the temporary importation of pedagogic material**

Preamble

The Contracting Parties to the present Convention, established under the auspices of the Customs Co-operation Council in consultation with the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO),

Considering the important contribution made by the international circulation of pedagogic material to the development of education and vocational training, which are essential foundations for economic and social progress,

Convinced that the adoption of general facilities for the temporary duty- and tax-free importation of pedagogic material can make an effective contribution to that end,

Have agreed as follows:

CHAPTER I

*Definitions*

Article 1

For the purposes of this Convention:

- (a) the term "pedagogic material" means any material used for purposes of education or vocational training, and especially the models, instruments, apparatus, machines and accessories therefore shown in the non-limitative list in the Annex to this Convention;
- (b) the term "import duties and taxes" means Customs duties and all other duties, taxes, fees or other charges which are collected on or in connection with the importation of goods, but not including fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered;
- (c) the term "temporary admission" means temporary importation free of import duties and taxes and free of import prohibitions and restrictions, subject to re-exportation;
- (d) the term "approved institutions" means public or private educational or vocational training institutions whose aims are essentially non-profit making and which have been approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of receiving pedagogic material on temporary admission;

- (e) par «ratification»: la ratification proprement dite, l'acceptation ou l'approbation;
- (f) par «Conseil»: l'organisation instituée par la Convention portant création d'un Conseil de Coopération Douanière, conclue à Bruxelles le 15 décembre 1950.

## CHAPITRE II

### *Champ d'application*

#### Article 2

Chaque Partie Contractante s'engage à accorder l'admission temporaire:

- (a) au matériel pédagogique destiné à être utilisé, dans son territoire, exclusivement aux fins de l'enseignement ou de la formation professionnelle;
- (b) aux pièces de rechange se rapportant au matériel pédagogique placé en admission temporaire en vertu du paragraphe (a) ci-dessus, ainsi qu'aux outils spécialement conçus pour l'entretien, le contrôle, le calibrage ou la réparation dudit matériel.

#### Article 3

L'admission temporaire du matériel pédagogique, des pièces de rechange et des outils peut être subordonnée aux conditions suivantes:

- (a) qu'ils soient importés par des établissements agréés et soient utilisés sous le contrôle et la responsabilité de ces établissements;
- (b) qu'ils soient utilisés, dans le pays d'importation, à des fins non commerciales;
- (c) qu'ils soient importés en nombre raisonnable compte tenu de leur destination;
- (d) qu'ils soient susceptibles d'être identifiés lors de leur ré-exportation;
- (e) qu'ils demeurent, pendant le séjour dans le pays d'importation, la propriété d'une personne physique domiciliée à l'étranger ou d'une personne morale ayant son siège à l'étranger.

#### Article 4

Chaque Partie Contractante peut suspendre, en totalité ou en partie, les engagements qu'elle a pris en vertu de la présente Convention lorsque:

- (e) the term "ratification" means ratification, acceptance or approval;
- (f) the term "the Council" means the Organization set up by the Convention establishing a Customs Co-operation Council, done at Brussels on 15th December, 1950.

## CHAPTER II

### *Scope*

#### Article 2

Each Contracting Party undertakes to grant temporary admission to:

- (a) pedagogic material which is to be used within its territory solely for purposes of education or vocational training;
- (b) spare parts for pedagogic material which has been granted temporary admission under paragraph (a) of this Article, and tools specially designed for the maintenance, checking, gauging or repair of such material.

#### Article 3

Temporary admission of the pedagogic material, spare parts and tools may be made subject to the following conditions:

- (a) that they are imported by approved institutions and used under their control and responsibility;
- (b) that they are used for non-commercial purposes within the country of importation;
- (c) that they are imported in reasonable quantities having regard to the purpose of the importation;
- (d) that they are capable of identification on re-exportation;
- (e) that while they are in the country of importation they remain in the ownership of a natural person resident abroad or a legal person established abroad.

#### Article 4

Each Contracting Party may suspend, in whole or in part, the undertakings given under this Convention where

- (a) des marchandises de valeur pédagogique équivalente au matériel pédagogique dont l'admission temporaire est envisagée, ou
  - (b) des pièces de rechange pouvant être utilisées au lieu de celles dont l'admission temporaire est envisagée,
- sont produites et disponibles dans le pays d'importation.

### CHAPITRE III

#### *Dispositions particulières*

##### Article 5

Chaque Partie Contractante s'engage, dans tous les cas où elle l'estime possible, à ne pas exiger la constitution d'une garantie pour le montant des droits et taxes à l'importation et à se contenter d'un engagement écrit. Ledit engagement peut être exigé soit à l'occasion de chaque importation, soit à titre général pour une période déterminée ou, le cas échéant, pour la durée de l'agrément accordé à l'établissement.

##### Article 6

1. Le matériel pédagogique placé en admission temporaire doit être réexporté dans un délai de six mois à partir de la date de son importation. Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation temporaire peuvent exiger que le matériel soit réexporté dans un délai plus court jugé suffisant pour que l'objectif de l'importation temporaire soit atteint.

2. Pour des raisons valables, les autorités douanières peuvent soit accorder un délai plus long, soit proroger le délai initial.

3. Lorsque tout ou partie du matériel pédagogique placé en admission temporaire ne peut être réexporté par suite d'une saisie et que cette saisie n'a pas été pratiquée à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation est suspendue pendant la durée de la saisie.

##### Article 7

La réexportation du matériel pédagogique placé en admission temporaire peut s'effectuer en une ou plusieurs fois, par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même s'il est différent du bureau d'importation.

##### Article 8

Le matériel pédagogique placé en admission temporaire peut recevoir une destination autre que la réexportation et notamment être mis à la consommation intérieure sous réserve qu'il soit satisfait aux conditions et aux formalités prévues par les lois et règlements du pays d'importation temporaire.

- (a) goods of equivalent pedagogic value to the pedagogic material whose temporary admission is sought, or
  - (b) spare parts which can be used in place of those whose temporary admission is sought.
- are produced and available in the country of importation.

### CHAPTER III

#### *Special provisions*

##### Article 5

Each Contracting Party undertakes wherever it deems it possible not to require security for the amount of import duties and taxes, but to be satisfied with a written undertaking. Such undertaking may be required for each importation or on a general basis for a specified period or, where applicable, for the period of approval of the institution.

##### Article 6

1. Pedagogic material granted temporary admission shall be re-exported within six months from the date of importation. However, the Customs authorities of the country of temporary importation may require re-exportation within a shorter period considered sufficient to achieve the object of temporary importation.

2. For valid reasons, the Customs authorities may either grant a longer period or extend the initial period.

3. When all or part of the pedagogic material granted temporary admission cannot be re-exported as a result of a seizure, other than a seizure made at the suit of private persons, the requirement of re-exportation shall be suspended for the duration of the seizure.

##### Article 7

Pedagogic material granted temporary admission may be re-exported in one or several consignments, through any Customs office open for such operations, and not necessarily through the Customs office of importation.

##### Article 8

Pedagogic material granted temporary admission may be disposed of otherwise than by re-exportation, and in particular may be taken into home use, subject to compliance with the conditions and formalities laid down by the laws and regulations of the country of temporary importation.

## Article 9

En cas d'accident dûment établi, nonobstant l'obligation de réexportation prévue par la présente Convention, la réexportation de tout ou partie du matériel pédagogique gravement endommagé n'est pas exigée pourvu que ce matériel soit, selon la décision des autorités douanières:

- (a) soumis aux droits et taxes à l'importation dus en l'espèce; ou
- (b) abandonné libre de tous frais au Trésor public du pays d'importation temporaire; ou
- (c) détruit sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor public du pays d'importation temporaire.

## Article 10

Les dispositions prévues à l'Article 9 ci-dessus s'appliquent également aux pièces qui ont été remplacées à la suite de la réparation du matériel pédagogique ou de modifications apportées à celui-ci durant son séjour dans le territoire d'importation temporaire.

## Article 11

Les dispositions des Articles 6 à 9 s'appliquent également aux pièces de rechange et aux outils visés à l'Article 2.

## CHAPITRE IV

*Dispositions diverses*

## Article 12

1. Chaque Partie Contractante réduit au minimum les formalités douanières afférentes aux facilités prévues par la présente Convention et publie, dans les plus brefs délais, les règlements qu'elle édicte au sujet des ces formalités.

2. A l'entrée comme à la sortie, la vérification et le dédouanement du matériel pédagogique, des pièces de rechange et des outils sont effectués, dans tous les cas où cela est possible et opportun, sur les lieux d'utilisation de ce matériel.

## Article 13

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minimales et ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties Contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux.



## Article 9

Notwithstanding the requirement of re-exportation laid down by this Convention, the re-exportation of all or part of pedagogic material badly damaged in duly authenticated accidents shall not be required, provided that it is:

- (a) subjected to the import duties and taxes to which it is liable; or
- (b) abandoned free of all expense to the Exchequer of the country into which it was temporarily imported; or
- (c) destroyed, under official supervision, without expense to the Exchequer of the country into which it was temporarily imported;

as the Customs authorities may require.

## Article 10

The provisions laid down in Article 9 above shall also apply to parts which have been replaced as a result of repairs or alterations undergone by the pedagogic material while in the country of temporary importation.

## Article 11

The provisions of Articles 6, 7, 8 and 9 shall also apply to the spare parts and tools referred to in Article 2.

## CHAPTER IV

*Miscellaneous provisions*

## Article 12

1. Each Contracting Party shall reduce to a minimum the Customs formalities required in connection with the facilities provided for in this Convention. All regulations concerning such formalities shall be promptly published.

2. Customs examination and clearance on the importation and re-exportation of pedagogic material, spare parts and tools, shall, whenever possible and appropriate, be effected at the place of use of the material.

## Article 13

The provisions of this Convention set out the minimum facilities to be accorded. They do not prevent the application of greater facilities which certain Contracting Parties grant or may grant in future by unilateral provisions or by virtue of bilateral or multi-lateral agreements.

## Article 14

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties Contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

## Article 15

Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application des prohibitions et restrictions dérivant des lois et règlements nationaux et fondées sur des considérations de moralité ou d'ordre publics, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publiques ou se rapportant à la protection des brevets et marques de fabrique.

## Article 16

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manœuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne (physique ou morale) ou un matériel des facilités prévues par la présente Convention, expose le contrevenant, dans le pays où l'infraction est commise, aux sanctions prévues par les lois et règlements de ce pays et, le cas échéant, au paiement des droits et taxes à l'importation exigibles.

## CHAPITRE V

*Clauses finales*

## Article 17

1. Tout Etat membre du Conseil et tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut devenir Partie Contractante à la présente Convention:

- (a) en la signant, sans réserve de ratification;
- (b) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou
- (c) en y adhérant.

2. La présente Convention est ouverte jusqu'au 30 juin 1971 au siège du Conseil, à Bruxelles, à la signature des Etats visés au paragraphe 1 du présent Article. Après cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent Article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande des Parties Contractantes, peut devenir Partie Contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

### Article 14

For the purpose of this Convention, the territories of Contracting Parties which form a Customs or economic union may be taken to be a single territory.

### Article 15

The provisions of this Convention shall not preclude the application of prohibitions or restrictions imposed under national laws and regulations on grounds of public morality or order, public security, public hygiene or health, or relating to the protection of patents and trade marks.

### Article 16

Any breach of the provisions of this Convention, any substitution, false declaration or act having the effect of causing a person (natural or legal) or material improperly to benefit from the facilities provided for in this Convention, may render the offender liable in the country where the offence was committed to the penalties prescribed by the laws and regulations of that country and to payment of any import duties and taxes chargeable.

## CHAPTER V

### *Final clauses*

### Article 17

1. Any State Member of the Council and any State Member of the United Nations or its specialised agencies may become a Contracting Party to this Convention:

- (a) by signing it without reservation of ratification;
- (b) by depositing an instrument of ratification after signing it subject to ratification; or
- (c) by acceding to it.

2. This Convention shall be open until 30th June 1971, for signature at the Headquarters of the Council in Brussels, by the States referred to in paragraph 1 of this Article. Thereafter, it shall be open for their accession.

3. Any State, not being a Member of the Organizations referred to in paragraph 1 of this Article, to which an invitation to that effect has been addressed by the Secretary General of the Council at the request of the Contracting Parties, may become a Contracting Party to this Convention by acceding thereto after its entry into force.

4. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil.

#### Article 18

1. La présente Convention entre en vigueur trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'Article 17 de la présente Convention l'ont signée sans réserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. A l'égard de tout Etat qui signe la présente Convention sans réserve de ratification, qui la ratifie ou y adhère, après que cinq Etats ont soit signé la Convention sans réserve de ratification, soit déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entre en vigueur trois mois après que ledit Etat a signé sans réserve de ratification ou déposé son instrument de ratification ou d'adhésion.

#### Article 19

1. Tout Etat peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, notifier au Secrétaire Général du Conseil que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité ou dont il assume la responsabilité internationale. Cette notification prend effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire Général la reçoit. Toutefois, la Convention ne peut devenir applicable aux territoires désignés dans la notification avant qu'elle ne soit entrée en vigueur à l'égard de l'Etat intéressé.

2. Tout Etat ayant, en application du paragraphe 1 du présent Article, notifié que la présente Convention s'étend à un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité ou dont il assume la responsabilité internationale, peut notifier au Secrétaire Général du Conseil, conformément aux dispositions de l'Article 21 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

#### Article 20

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

#### Article 21

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie Contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'Article 18 de la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil.

4. The instruments of ratification or accession shall be deposited with the Secretary General of the Council.

#### Article 18

1. This Convention shall enter into force three months after five of the States referred to in paragraph 1 of Article 17 thereof have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession.

2. For any State signing without reservation of ratification, ratifying or acceding to this Convention after five States have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession, this Convention shall enter into force three months after the said State has signed without reservation of ratification or deposited its instrument of ratification or accession.

#### Article 19

1. Any State may, at the time of signing this Convention without reservation of ratification, or of depositing its instrument of ratification or accession or at any time thereafter, declare by notification given to the Secretary General of the Council that this Convention shall extend to all or any of the territories for whose international relations it is responsible or for which it assumes international responsibility. Such notification shall take effect three months after the date of the receipt thereof by the Secretary General of the Council, provided, however, that the Convention shall not apply to the territories named in the notification before the Convention has entered into force for the State concerned.

2. Any State which has made a notification under paragraph 1 of this Article extending this Convention to any territory for whose international relations it is responsible or for which it assumes international responsibility may notify the Secretary General of the Council, in accordance with the provisions of Article 21 of this Convention, that the territory in question will no longer apply the Convention.

#### Article 20

No reservation to this Convention shall be permitted.

#### Article 21

1. This Convention is of unlimited duration. However, any Contracting Party may denounce it at any time after the date of its entry into force under Article 18 thereof.

2. The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the Secretary General of the Council.

3. La dénonciation prend effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire Général du Conseil.

#### Article 22

1. Les Parties Contractantes se réunissent lorsqu'il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présente Convention est appliquée afin, notamment, de rechercher les mesures propres à en assurer l'interprétation et l'application uniformes.

2. Ces réunions sont convoquées par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande d'une Partie Contractante, et, sauf décision contraire des Parties Contractantes, elles se tiennent au siège du Conseil.

3. Les Parties Contractantes établissent le règlement intérieur de leurs réunions.

4. Les décisions des Parties Contractantes sont prises à la majorité des deux tiers de celles qui sont présentes et qui prennent part au vote. Ne sont considérées comme prenant part au vote que les Parties Contractantes ayant émis un vote positif ou négatif.

5. Les Parties Contractantes ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont présentes.

#### Article 23

1. Tout différend entre Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est, autant que possible, réglé par voie de négociations directes entre lesdites Parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté, par les Parties en cause, devant les Parties Contractantes réunies dans les conditions prévues à l'Article 22 de la présente Convention, qui examinent le différend et font des recommandations en vue de son règlement.

3. Les Parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties Contractantes.

#### Article 24

1. Des amendements à la présente Convention peuvent être proposés soit par une Partie Contractante, soit par les Parties Contractantes réunies dans les conditions prévues à l'Article 22 de la présente Convention.

2. Le texte de tout amendement ainsi proposé est communiqué par le Secrétaire Général du Conseil à toutes les Parties Contractantes, à tous les autres Etats signataires, au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies et au Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO).

3. The denunciation shall take effect six months after the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary General of the Council.

#### Article 22

1. The Contracting Parties shall meet together when necessary in order to consider the operation of this Convention and, in particular, in order to consider measures to secure uniformity in the interpretation and application of this Convention.

2. Such meetings shall be convened by the Secretary General of the Council at the request of any Contracting Party. Unless the Contracting Parties otherwise decide, the meetings shall be held at the Headquarters of the Council.

3. The Contracting Parties shall lay down the rules of procedure for their meetings.

4. Decisions of the Contracting Parties shall be taken by a majority of not less than two-thirds of the Contracting Parties present at the meeting and voting. Only Contracting Parties casting an affirmative or negative vote shall be deemed to be voting.

5. The Contracting Parties shall not take a decision on any matter unless more than half of them are present.

#### Article 23

1. Any dispute between Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Convention shall so far as possible be settled by negotiation between them.

2. Any dispute which is not settled by negotiation shall be referred by the Contracting Parties in dispute to the Contracting Parties, meeting in conformity with Article 22 of this Convention, which shall thereupon consider the dispute and make recommendations for its settlement.

3. The Contracting Parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Contracting Parties as binding.

#### Article 24

1. Amendments to this Convention may be proposed either by a Contracting Party or by the Contracting Parties meeting in accordance with Article 22 of this Convention.

2. The text of any amendment so proposed shall be communicated by the Secretary General of the Council to all Contracting Parties, to all other signatory States, to the Secretary General of the United Nations and to the Director General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO).

3. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication de l'amendement proposé, toute Partie Contractante peut faire connaître au Secrétaire Général du Conseil:

- (a) soit qu'elle a une objection à l'amendement proposé;
- (b) soit que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter l'amendement proposé, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies dans son pays.

4. Aussi longtemps qu'une Partie Contractante qui a adressé la communication prévue ci-dessus au paragraphe 3 (b) n'a pas notifié son acceptation au Secrétaire Général du Conseil, elle peut, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 3 du présent Article, présenter une objection à l'amendement proposé.

5. Si une objection à l'amendement proposé est formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. Si aucune objection à l'amendement proposé n'a été formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est réputé accepté à la date suivante:

- (a) lorsque aucune Partie Contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 3;
- (b) lorsqu'une ou plusieurs Parties Contractantes ont adressé une communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes:
  - (i) date à laquelle toutes les Parties Contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire Général du Conseil leur acceptation de l'amendement proposé, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent Article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration;
  - (ii) date d'expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 4 du présent Article.

7. Tout amendement réputé accepté entre en vigueur six mois après la date à laquelle il a été réputé accepté.



3. Within a period of six months from the date on which the proposed amendment is so communicated, any Contracting Party may inform the Secretary General of the Council:

- (a) that it has an objection to the proposed amendment, or
- (b) that, although it intends to accept the proposed amendment, the conditions necessary for such acceptance are not yet fulfilled in its country.

4. If a Contracting Party sends the Secretary General of the Council a communication as provided for in paragraph 3 (b) of this Article, it may, so long as it has not notified the Secretary General of its acceptance of the proposed amendment, submit an objection to that amendment within a period of nine months following the expiry of the six-month period referred to in paragraph 3 of this Article.

5. If an objection to the proposed amendment is stated in accordance with the terms of paragraph 3 or 4 of this Article, the amendment shall be deemed not to have been accepted and shall be of no effect.

6. If no objection to the proposed amendment in accordance with paragraph 3 or 4 of this Article has been stated, the amendment shall be deemed to have been accepted as from the date specified below:

- (a) if no Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3;
- (b) if any Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the earlier of the following two dates:
  - (i) the date by which all the Contracting Parties which sent such communications have notified the Secretary General of the Council of their acceptance of the proposed amendment, provided that, if all the acceptances were notified before the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3 of this Article, that date shall be taken to be the date of expiry of the said six-month period;
  - (ii) the date of expiry of the nine-month period referred to in paragraph 4 of this Article.

7. Any amendment deemed to be accepted shall enter into force six months after the date on which it was deemed to be accepted.

8. Le Secrétaire Général du Conseil notifie le plus tôt possible à toutes les Parties Contractantes et autres Etats signataires toute objection à l'amendement proposé formulée conformément au paragraphe 3 (a) du présent Article ainsi que toute communication adressée conformément au paragraphe 3 (b). Il fait savoir ultérieurement à toutes les Parties Contractantes et autres Etats signataires si la ou les Parties Contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement proposé ou l'acceptent.

9. Tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

#### Article 25

L'Annexe à la présente Convention est considérée comme faisant partie intégrante de celle-ci.

#### Article 26

Le Secrétaire Général du Conseil notifie à toutes les Parties Contractantes ainsi qu'aux autres Etats signataires, au Secrétaire Général des Nations Unies et au Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO):

- (a) les signatures, ratifications et adhésions visées à l'Article 17 de la présente Convention;
- (b) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément à l'Article 18;
- (c) les notifications reçues conformément à l'Article 19;
- (d) les dénonciations reçues conformément à l'Article 21;
- (e) les amendements réputés acceptés conformément à l'Article 24 ainsi que la date de leur entrée en vigueur.

#### Article 27

Conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire Général du Conseil.

EN FOI DE QUOI les soussignés à ce dûment autorisés ont signé la présente Convention.

8. The Secretary General of the Council shall, as soon as possible, notify all Contracting Parties and other signatory States of any objection to the proposed amendment made in accordance with paragraph 3 (a), and of any communication received in accordance with paragraph 3 (b), of this Article. He shall subsequently inform all the Contracting Parties and other signatory States whether the Contracting Party or Parties which have sent such a communication raise an objection to the proposed amendment or accept it.

9. Any State ratifying or acceding to this Convention shall be deemed to have accepted any amendments or modifications thereto which have entered into force at the date of deposit of its instrument of ratification or accession.

#### Article 25

The Annex to this Convention shall be construed to be an integral part of the Convention.

#### Article 26

The Secretary General of the Council shall notify all Contracting Parties, the other signatory States, the Secretary General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), of:

- (a) signatures, ratifications and accessions under Article 17 of this Convention;
- (b) the date of entry into force of this Convention in accordance with Article 18;
- (c) notifications received in accordance with Article 19;
- (d) denunciations under Article 21;
- (e) any amendment deemed to have been accepted in accordance with Article 24 and the date of its entry into force.

#### Article 27

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, this Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Secretary General of the Council.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned being duly authorised thereto, have signed this Convention.

FAIT à Bruxelles, le 8 juin mil neuf cent soixante-dix, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'Article 17 de la présente Convention.

Pour l'Afghanistan:  
For Afghanistan:

Pour l'Afrique du Sud (Rép. d'):  
For the Republic of South-Africa:

Pour l'Albanie:  
For Albania:

Pour l'Algérie:  
For Algeria:

Pour l'Allemagne (Rép. Féd. d'):  
For the Federal Republic of Germany:

Pour l'Arabie Saoudite:  
For Saudi Arabia:

Pour l'Argentine:  
For Argentina:

Pour l'Australie:  
For Australia:

DONE at Brussels this eighth day of June nineteen hundred and seventy, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited with the Secretary General of the Council who shall transmit certified copies to all the States referred to in paragraph 1 of Article 17 of this Convention.

Pour l'Autriche:  
For Austria:

Pour la Barbade:  
For Barbados:

Pour la Belgique:  
For Belgium:

Pour la Biélorussie (RSS de):  
For the Byelorussian SSR:

Pour la Birmanie:  
For Burma:

Pour la Bolivie:  
For Bolivia:

Pour le Botswana:  
For Botswana:

Pour le Brésil:  
For Brazil:

Pour la Bulgarie:  
For Bulgaria:

Pour le Burundi:  
For Burundi:

Pour le Cambodge:  
For Cambodia:

Pour le Cameroun:  
For Cameroon:

Pour le Canada:  
For Canada:

Pour Ceylan:  
For Ceylon:

Pour le Chili:  
For Chile:

Pour la Chine (Rép. de):  
For the Republic of China:

Pour Chypre:  
For Cyprus:

Pour la Colombie:  
For Colombia:

Pour le Congo (Brazzaville):  
For Congo (Brazzaville):

Pour le Congo (Rép. démocra. du):  
For Congo (Democratic Rep. of):

Pour la Corée (Rép. de):  
For the Republic of Korea:

Pour le Costa-Rica:  
For Costa Rica:

Pour la Côte d'Ivoire:  
For Ivory Coast:

Pour Cuba:  
For Cuba:

Pour le Dahomey:  
For Dahomey:

Pour le Danemark:  
For Denmark:

Pour l'Equateur:  
For Ecuador:

Pour l'Espagne:  
For Spain:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:  
For the United States of America:

Pour l'Ethiopie:  
For Ethiopia:

Pour la Finlande:  
For Finland:

Pour la France:  
For France:

Pour le Gabon:  
For Gabon:

Pour la Gambie:  
For Gambia:

Pour le Ghana:  
For Ghana:

Pour la Grèce:  
For Greece:

Pour le Guatémala:  
For Guatemala:

Pour la Guinée:  
For Guinea:



Pour la Guinée Equatoriale:  
For Equatorial Guinea:

Pour la Guyane:  
For Guyana:

Pour Haïti:  
For Haiti:

Pour la Haute-Volta:  
For Upper Volta:

Pour le Honduras:  
For Honduras:

Pour la Hongrie:  
For Hungary:

Pour l'Inde:  
For India:

Pour l'Indonésie:  
For Indonesia:

Pour l'Irak:  
For Iraq:

Pour l'Iran:  
For Iran:

Pour l'Irlande:  
For Ireland:

Pour l'Islande:  
For Iceland:

Pour Israël:  
For Israel:

Pour l'Italie:  
For Italy:

Pour la Jamaïque:  
For Jamaica:

Pour le Japon:  
For Japan:

Pour la Jordanie:  
For Jordan:

Pour le Kenya:  
For Kenya:

Pour le Koweït:  
For Kuwait:

Pour le Laos:  
For Laos:

Pour le Lesotho:  
For Lesotho:

Pour le Liban:  
For Lebanon:

Pour le Libéria:  
For Liberia:

Pour la Libye:  
For Libya:

Pour le Luxembourg:  
For Luxembourg:

Pour Madagascar:  
For Madagascar:

Pour la Malaisie:  
For Malaysia:

Pour le Malawi:  
For Malawi:

Pour les Iles Maldives:  
For the Maldivian Islands:

Pour le Mali:  
For Mali:

Pour Malte:  
For Malta:

Pour le Maroc:  
For Morocco:

Pour Maurice:  
For Mauritius:

Pour la Mauritanie:  
For Mauritania:

Pour le Mexique:  
For Mexico:

Pour la Mongolie:  
For Mongolia:

Pour le Népal:  
For Nepal:

Pour le Nicaragua:  
For Nicaragua:

Pour le Niger:  
For Niger:

Pour le Nigéria:  
For Nigeria:

Pour la Norvège:  
For Norway:

Pour la Nouvelle-Zélande:  
For New Zealand:

Pour l'Ouganda:  
For Uganda:

Pour le Pakistan:  
For Pakistan:

Pour le Panama:  
For Panama:

Pour le Paraguay:  
For Paraguay:

Pour les Pays-Bas (Royaume des):  
For the Kingdom of the Netherlands:

Pour le Pérou:  
For Peru:

Pour les Philippines:  
For the Philippines:

Pour la Pologne:  
For Poland:

Pour le Portugal:  
For Portugal:

Pour la République Arabe Syrienne:  
For the Syrian Arab Republic:

Pour la République Arabe Unie:  
For the United Arab Republic:

Pour la République Centrafricaine:  
For the Central African Republic:

Pour la République Dominicaine:  
For the Dominican Republic:

Pour la Roumanie:  
For Rumania:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:  
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

Pour le Rwanda:  
For Rwanda:

Pour le Salvador:  
For El Salvador:

Pour le Sénégal:  
For Senegal:

Pour le Sierra Leone:  
For Sierra Leone:

Pour Singapour:  
For Singapore:

Pour la Somalie:  
For Somalia:

Pour le Soudan:  
For Sudan:

Pour la Suède:  
For Sweden:

Pour la Suisse:  
For Switzerland:

Pour le Swaziland:  
For Swaziland:

Pour la Tanzanie:  
For Tanzania:

Pour le Tchad:  
For Chad:

Pour la Tchécoslovaquie:  
For Czechoslovakia:

Pour la Thaïlande:  
For Thailand:

Pour le Togo:  
For Togo:

Pour la Trinité et Tobago:  
For Trinidad and Tobago:

Pour la Tunisie:  
For Tunisia:

Pour la Turquie:  
For Turkey:

Pour l'Ukraine (RSS d'):  
For the Ukrainian SSR:

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:  
For the Union of Soviet Socialist Republics:

Pour l'Uruguay:  
For Uruguay:

Pour le Vénézuéla:  
For Venezuela:

Pour le Viet-Nam (Rép. du):  
For the Republic of Vietnam:



Pour le Yémen:  
For Yemen:

Pour le Yémen du Sud:  
For Southern Yemen:

Pour la Yougoslavie:  
For Yugoslavia:

Pour la Zambie:  
For Zambia:

---

De volgende Staten hebben voorts de Overeenkomst ondertekend:

Rwanda	5 november 1970
Mali <sup>1)</sup>	7 december 1970
Togo	21 december 1970
de Verenigde Arabische Republiek <sup>1)</sup>	21 januari 1971
Dahomey	5 februari 1971
Tunesië <sup>1)</sup>	10 februari 1971
Algerije <sup>1)</sup>	16 februari 1971
Libanon	16 februari 1971
Zwitserland <sup>1)</sup>	18 februari 1971
Marokko <sup>1)</sup>	23 februari 1971
het Koninkrijk der Nederlanden <sup>1)</sup>	23 juni 1971

1) Onder voorbehoud van bekrachtiging.

## ANNEXE

**Liste non limitative du matériel pédagogique**

- (a) *Appareils d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images, tels que:*  
Projecteurs de diapositives ou de films fixes;  
Projecteurs de cinéma;  
Rétro-projecteurs et épiscopes;  
Magnétophones, magnétoscopes et kinescopes;  
Circuits fermés de télévision.
- (b) *Supports de son et d'images, tels que:*  
Diapositives, films fixes et microfilms;  
Films cinématographiques;  
Enregistrements sonores (bandes magnétiques, disques);  
Videotapes.
- (c) *Matériel spécialisé, tel que:*  
Matériel bibliographique et audio-visuel pour bibliothèques;  
Bibliothèques roulantes;  
Laboratoire de langues;  
Matériel d'interprétation simultanée;  
Machines d'enseignement programmé - mécaniques ou électroniques;  
Objets spécialement conçus pour l'enseignement ou la formation professionnelle des personnes handicapées.
- (d) *Autre matériel, tel que:*  
Tableaux muraux, maquettes, graphiques, cartes, plans, photographies et dessins;  
Instruments, appareils et modèles conçus pour la démonstration;  
Collections d'objets accompagnés d'information pédagogique visuelle ou sonore, préparées pour l'enseignement d'un sujet (study kits);  
Instruments, appareils, outillage et machines-outils pour l'apprentissage de techniques ou de métiers.
-

## ANNEX

**Non-limitative list of pedagogic material**(a) *Sound or image recorders or reproducers, such as:*

Slide and filmstrip projectors;  
Cinematographic projectors;  
Back-projectors and episcope;  
Magnetophones, magnetoscopes and video equipment;  
Closed circuit television equipment.

(b) *Sound and image media, such as:*

Slides, filmstrips and microfilms;  
Cinematographic films;  
Sound recordings (magnetic tapes, discs);  
Videotapes.

(c) *Specialised material, such as:*

Bibliographic equipment and audio-visual material for libraries;  
Mobile libraries;  
Language laboratories;  
Simultaneous interpretation equipment;  
Programmed teaching machines, mechanical or electronic;

Material specially designed for the education or vocational training of handicapped persons.

(d) *Other material, such as:*

Wall charts, models, graphs, maps, plans, photographs and drawings;  
Instruments, apparatus and models designed for demonstrational purposes;  
Collections of items with visual or audio pedagogic information, prepared for the teaching of a subject (study kits);

Instruments, apparatus, tools and machine-tools for learning a trade or craft.

---

C. VERTALING**Douaneovereenkomst  
inzake de tijdelijke invoer van pedagogisch materiaal****Preambule**

De Overeenkomstsluitende Partijen bij deze Overeenkomst, tot stand gekomen onder auspiciën van de Internationale Douaneraad met medewerking van de Organisatie van de Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur (UNESCO),

Overwegende dat het internationale verkeer van pedagogisch materiaal een belangrijke bijdrage vormt voor de ontwikkeling van het onderwijs en de beroepsopleiding, die van fundamenteel belang zijn voor economische en sociale vooruitgang,

Ervan overtuigd dat de aanvaarding van algemene faciliteiten voor de tijdelijke invoer van pedagogisch materiaal met vrijstelling van rechten en belastingen daartoe een doeltreffende bijdrage kan vormen,

Zijn als volgt overeengekomen:

**HOOFDSTUK I***Begripsomschrijvingen***Artikel 1**

In deze Overeenkomst wordt verstaan onder:

- (a) „pedagogisch materiaal”: alle materiaal dat wordt gebruikt voor het onderwijs of de beroepsopleiding en in het bijzonder de modellen, instrumenten, apparaten, machines en hun toebehoren, opgenomen in de niet-limitatieve lijst welke als bijlage bij deze Overeenkomst is gevoegd;
- (b) „rechten en belastingen bij invoer”: de invoerrechten en alle andere rechten, belastingen, leges en heffingen geïnd bij of ter zake van de invoer van goederen, met uitzondering van de leges en heffingen die beperkt zijn tot de geschatte kosten van verleende diensten;
- (c) „tijdelijke invoer”: de tijdelijke invoer met vrijstelling van rechten en belastingen bij invoer en zonder toepassing van invoerverboden en -beperkingen, onder voorwaarde van wederuitvoer;
- (d) „erkende instellingen”: openbare of particuliere instellingen voor onderwijs of beroepsopleiding, welke voornamelijk geen winstgevende doeleinden nastreven en die toestemming hebben

van de bevoegde autoriteiten van het land van invoer om pedagogisch materiaal tijdelijk in te voeren;

- (e) „bekrachtiging”: de bekrachtiging, de aanvaarding of de goedkeuring;
- (f) „de Raad”: de organisatie ingesteld bij het op 15 december 1950 te Brussel gesloten Verdrag houdende instelling van een Internationale Douaneraad.

## HOOFDSTUK II

### *Werkingsfeer*

#### Artikel 2

Iedere Overeenkomstsluitende Partij verbindt zich tijdelijke invoer toe te staan voor:

- (a) pedagogisch materiaal dat op haar grondgebied uitsluitend zal worden gebruikt voor onderwijs of beroepsopleiding;
- (b) reservedelen voor pedagogisch materiaal waarvoor op grond van letter (a) van dit artikel tijdelijke invoer is toegestaan en voor gereedschappen, speciaal ontworpen ten behoeve van het onderhoud, de controle, het kalibreren of het herstellen van dit materiaal.

#### Artikel 3

Bij de tijdelijke invoer van pedagogisch materiaal, reservedelen en gereedschappen kan als voorwaarde worden gesteld dat de goederen:

- (a) worden ingevoerd door erkende instellingen en onder hun toezicht en verantwoordelijkheid worden gebruikt;
- (b) in het land van invoer niet worden gebruikt voor commerciële doeleinden;
- (c) in redelijke hoeveelheden worden ingevoerd, zulks gelet op hun bestemming;
- (d) kunnen worden geïdentificeerd bij wederuitvoer;
- (e) gedurende het verblijf in het land van invoer het eigendom blijven van een natuurlijk persoon of rechtspersoon wonende of gevestigd in het buitenland.

#### Artikel 4

Elke Overeenkomstsluitende Partij kan geheel of gedeeltelijk de verplichtingen die zij krachtens deze Overeenkomst heeft aangegaan, opschorten, indien:

- (a) goederen van gelijke pedagogische waarde als het pedagogisch materiaal waarvan de tijdelijke invoer wordt overwogen, of

(b) reservedelen die kunnen worden gebruikt in plaats van die waarvan de tijdelijke invoer wordt overwogen, worden voortgebracht of voorhanden zijn in het land van invoer.

### HOOFDSTUK III

#### *Bijzondere bepalingen*

##### Artikel 5

Iedere Overeenkomstsluitende Partij verbindt zich in alle gevallen waarin zij dit mogelijk acht, geen zekerheid te eisen voor het bedrag van de rechten en belastingen bij invoer en genoegen te nemen met een schriftelijke verbintenis. Een zodanige verbintenis kan hetzij bij iedere invoer worden geëist, hetzij algemeen voor een bepaald tijdvak of, indien mogelijk, voor de duur van de erkenning van de instelling.

##### Artikel 6

1. Pedagogisch materiaal waarvoor tijdelijke invoer is toegestaan moet binnen zes maanden na de datum van invoer weder worden uitgevoerd. De douaneautoriteiten van het land van tijdelijke invoer kunnen echter verlangen dat het materiaal weder wordt uitgevoerd binnen een kortere termijn, indien deze laatste voldoende wordt geacht om het doel van de tijdelijke invoer te verwezenlijken.

2. De douaneautoriteiten kunnen om geldige redenen een langere termijn toestaan of de eerste termijn verlengen.

3. Indien wetenschappelijk materiaal waarvoor tijdelijke invoer is toegestaan – hetzij geheel, hetzij gedeeltelijk – niet weder kan worden uitgevoerd als gevolg van inbeslagneming of beslaglegging anders dan op vordering van particulieren, wordt de verplichting tot wederuitvoer opgeschort voor de duur van het beslag.

##### Artikel 7

Pedagogisch materiaal waarvoor tijdelijke invoer is toegestaan mag weder worden uitgevoerd in een of meer zendingen langs elk douanekantoor dat daartoe is opengesteld, ook als dit kantoor een ander is dan het kantoor van invoer.

##### Artikel 8

Aan pedagogisch materiaal waarvan tijdelijke invoer is toegestaan mag een andere bestemming worden gegeven dan wederuitvoer, in het bijzonder invoer tot verbruik binnenslands, mits wordt voldaan aan de voorwaarden en bepalingen die worden voorgeschreven door de wetgeving en voorschriften van het land van tijdelijke invoer.

## Artikel 9

De in deze Overeenkomst neergelegde verplichting tot wederuitvoer geldt niet voor pedagogisch materiaal dat ernstig is beschadigd ten gevolge van een deugdelijk vastgesteld ongeval mits, naar gelang de douaneautoriteiten zulks vorderen, het materiaal:

- (a) hetzij wordt onderworpen aan de bij invoer verschuldigde rechten en belastingen;
- (b) hetzij vrij van alle kosten wordt afgestaan aan de schatkist van het land van tijdelijke invoer;
- (c) hetzij onder ambtelijk toezicht wordt vernietigd zonder kosten voor de schatkist van het land van tijdelijke invoer.

## Artikel 10

De bepalingen van artikel 9 zijn eveneens van toepassing op delen die zijn vervangen als gevolg van een herstelling van het pedagogisch materiaal of van wijzigingen welke dit materiaal heeft ondergaan tijdens het verblijf in het land van tijdelijke invoer.

## Artikel 11

De bepalingen van de artikelen 6 tot en met 9 zijn eveneens van toepassing op de reservedelen en gereedschappen als bedoeld in artikel 2.

## HOOFDSTUK IV

*Algemene bepalingen*

## Artikel 12

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij zal de douaneformaliteiten verbonden aan de faciliteiten voorzien in deze Overeenkomst tot een minimum beperken. Alle voorschriften betreffende deze formaliteiten zullen terstond bekend worden gemaakt.

2. De douanecontrole op en de in- en uitklaring van pedagogisch materiaal, reservedelen en gereedschappen zullen, indien dit mogelijk is en gelegen komt, worden uitgevoerd op de plaats waar het materiaal wordt gebruikt.

## Artikel 13

De bepalingen van deze Overeenkomst bevatten minimumfaciliteiten. Zij beletten niet de toepassing van ruimere faciliteiten die bepaalde Overeenkomstsluitende Partijen toestaan of in de toekomst eventueel zullen toestaan hetzij unilateraal, hetzij krachtens bilaterale of multilaterale overeenkomsten.

## Artikel 14

Voor de toepassing van deze Overeenkomst kunnen de gebieden van de Overeenkomstsluitende Partijen die een douane-unie of een economische unie vormen, worden beschouwd als één gebied.

## Artikel 15

De bepalingen van deze Overeenkomst beletten niet dat uit hoofde van de nationale wetgeving en op grond van overwegingen van openbare zedelijkheid, openbare veiligheid, hygiëne of volksgezondheid ofwel om redenen van bescherming van octrooien en fabrieks- en handelsmerken beperkingen worden opgelegd en toezicht wordt uitgeoefend.

## Artikel 16

Elke inbreuk op de bepalingen van deze Overeenkomst, elke verwisseling, valse verklaring of handeling die tot gevolg heeft dat een natuurlijk persoon of rechtspersoon of het materiaal ten onrechte de voordelen geniet van de in deze Overeenkomst neergelegde regelen stelt de overtreder in het land waar het delict is begaan bloot aan de straffen voorzien in de wetgeving van dat land en aan de betaling van de verschuldigde rechten en belastingen bij invoer.

## HOOFDSTUK V

*Slotbepalingen*

## Artikel 17

1. Elke Staat die Lid is van de Raad en elke Staat die Lid is van de Organisatie der Verenigde Naties of van haar gespecialiseerde organisaties kan Partij bij deze Overeenkomst worden door:

- (a) ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging;
- (b) nederlegging van een akte van bekrachtiging na ondertekening onder voorbehoud van bekrachtiging;
- (c) toetreding.

2. Deze Overeenkomst staat tot en met 30 juni 1971 bij de zetel van de Raad te Brussel open voor ondertekening door de Staten bedoeld in het eerste lid van dit artikel. Na deze datum kunnen zij tot deze Overeenkomst toetreden.

3. Elke Staat die geen Lid is van de in het eerste lid van dit artikel bedoelde organisaties, tot welke door de Secretaris-Generaal van de Raad op verzoek van de Overeenkomstsluitende Partijen een daartoe strekkende uitnodiging is gericht, kan Partij worden bij deze Overeenkomst door toetreding, nadat de Overeenkomst in werking is getreden.



4. De akten van bekrachtiging of toetreding worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Raad.

#### Artikel 18

1. Deze Overeenkomst treedt in werking drie maanden nadat vijf van de in het eerste lid van artikel 17 van deze Overeenkomst bedoelde Staten haar hebben ondertekend zonder voorbehoud van bekrachtiging of hun akten van bekrachtiging of toetreding hebben nedergelegd.

2. Voor elke Staat die deze Overeenkomst ondertekent zonder voorbehoud van bekrachtiging, die haar bekrachtigt of ertoe toetreedt nadat vijf Staten haar hebben ondertekend zonder voorbehoud van bekrachtiging of hun akten van bekrachtiging of toetreding hebben nedergelegd, treedt deze Overeenkomst in werking drie maanden nadat deze Staat heeft ondertekend zonder voorbehoud van bekrachtiging of zijn akte van bekrachtiging of toetreding heeft nedergelegd.

#### Artikel 19

1. Elke Staat kan, hetzij ten tijde van de ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging, of van de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging of toetreding, hetzij daarna, door middel van een aan de Secretaris-Generaal van de Raad gerichte kennisgeving, verklaren dat deze Overeenkomst mede van toepassing zal zijn op alle of op bepaalde gebieden voor welke buitenlandse betrekkingen hij verantwoordelijk is, of waarvoor hij internationaal verantwoordelijk is. Deze kennisgeving wordt van kracht drie maanden na de datum waarop de Secretaris-Generaal van de Raad haar ontvangt. De Overeenkomst kan echter niet worden toegepast in de gebieden genoemd in de kennisgeving, voordat de Overeenkomst van kracht wordt ten aanzien van de betrokken Staat.

2. Elke Staat die met toepassing van het eerste lid van dit artikel heeft medegedeeld dat deze Overeenkomst mede wordt toegepast in een gebied voor welks buitenlandse betrekkingen hij verantwoordelijk is, of waarvoor hij internationaal verantwoordelijk is, kan overeenkomstig de bepalingen van artikel 21 van deze Overeenkomst aan de Secretaris-Generaal van de Raad mededelen dat dit gebied de Overeenkomst niet langer zal toepassen.

#### Artikel 20

Ten aanzien van deze Overeenkomst is geen voorbehoud toegestaan.

## Artikel 21

1. Deze Overeenkomst wordt voor onbepaalde tijd gesloten, doch kan door elke Overeenkomstsluitende Partij worden opgezegd op elk willekeurig tijdstip na de datum van haar inwerkingtreding als vastgesteld in artikel 18 van deze Overeenkomst.

2. Van de opzegging wordt kennis gegeven door middel van een akte, die wordt nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Raad.

3. De opzegging wordt van kracht zes maanden na de datum waarop de Secretaris-Generaal van de Raad de akte van opzegging heeft ontvangen.

## Artikel 22

1. De Overeenkomstsluitende Partijen komen, indien nodig, in vergadering bijeen ten einde de uitvoering van deze Overeenkomst na te gaan en in het bijzonder te overwegen welke maatregelen moeten worden genomen ter verzekering van een eenvormige uitlegging en toepassing van deze Overeenkomst.

2. Zodanige vergaderingen worden bijeengeroepen door de Secretaris-Generaal van de Raad op verzoek van een of meer Overeenkomstsluitende Partijen. Tenzij de Overeenkomstsluitende Partijen anders beslissen, worden de vergaderingen gehouden op de plaats, waar de Raad is gevestigd.

3. De Overeenkomstsluitende Partijen stellen voor zodanige vergaderingen het reglement van orde vast.

4. De besluiten van de Overeenkomstsluitende Partijen worden genomen met twee/derde meerderheid van de aanwezige Overeenkomstsluitende Partijen die aan de stemming deelnemen. Alleen de Overeenkomstsluitende Partijen die een positieve of negatieve stem hebben uitgebracht worden geacht aan de stemming deel te nemen.

5. De Overeenkomstsluitende Partijen nemen geen besluiten tenzij meer dan de helft van hen aanwezig is.

## Artikel 23

1. Elk geschil tussen de Overeenkomstsluitende Partijen betreffende de uitlegging of de toepassing van deze Overeenkomst wordt zoveel mogelijk bijgelegd door middel van rechtstreekse onderhandelingen tussen de desbetreffende Partijen.

2. Elk geschil dat niet door rechtstreekse onderhandelingen is bijgelegd, wordt door de Overeenkomstsluitende Partijen tussen welke het geschil is gerezen, voorgelegd aan de Overeenkomstsluitende Partijen in vergadering bijeen overeenkomstig artikel 22 van deze Overeenkomst, die het geschil onderzoeken en aanbevelingen doen met het oog op de bijlegging ervan.

3. De Overeenkomstsluitende Partijen tussen welke het geschil is gerezen, kunnen van tevoren overeenkomen dat zij de aanbevelin-

gen van de Overeenkomstsluitende Partijen als bindend zullen aanvaarden.

#### Artikel 24

1. Wijzigingen van deze Overeenkomst kunnen worden voorgesteld door hetzij een Overeenkomstsluitende Partij hetzij door de Overeenkomstsluitende Partijen, in vergadering bijeen overeenkomstig artikel 22 van deze Overeenkomst.

2. De tekst van elke aldus voorgestelde wijziging wordt door de Secretaris-Generaal van de Raad medegedeeld aan alle Overeenkomstsluitende Partijen, aan alle andere Staten die haar hebben ondertekend, aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties en aan de Directeur-Generaal van de Organisatie van de Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur (UNESCO).

3. Binnen een termijn van zes maanden na de datum waarop de voorgestelde wijziging is medegedeeld, kan elke Overeenkomstsluitende Partij aan de Secretaris-Generaal van de Raad mededelen:

- (a) hetzij dat zij bezwaren heeft tegen de voorgestelde wijziging;
- (b) hetzij dat, hoewel zij voornemens is de voorgestelde wijziging te aanvaarden, aan de voor deze aanvaarding noodzakelijke vereisten in haar land nog niet is voldaan.

4. Zolang een Overeenkomstsluitende Partij die een mededeling als bedoeld in het derde lid, onder (b), van dit artikel heeft gedaan, de Secretaris-Generaal niet van de aanvaarding in kennis heeft gesteld, kan zij, gedurende een termijn van negen maanden na afloop van de termijn van zes maanden als bedoeld in het derde lid van dit artikel, bezwaren tegen de voorgestelde wijziging indienen.

5. Indien tegen de voorgestelde wijziging bezwaren zijn ingediend overeenkomstig de bepalingen van het derde en het vierde lid van dit artikel, wordt deze wijziging geacht niet te zijn aanvaard en blijft zij zonder gevolgen.

6. Indien geen bezwaren tegen de voorgestelde wijziging zijn ingediend overeenkomstig de bepalingen van het derde en het vierde lid van dit artikel, wordt de wijziging geacht te zijn aanvaard met ingang van de volgende data:

- (a) indien geen Overeenkomstsluitende Partij een mededeling als bedoeld in het derde lid, onder (b), van dit artikel heeft ingezonden: na het verstrijken van de termijn van zes maanden bedoeld in het derde lid;
- (b) indien een of meer Overeenkomstsluitende Partijen een mededeling als bedoeld in het derde lid, onder (b), van dit artikel hebben gedaan, op de eerste van de twee volgende data:
  - (i) de datum waarop alle Overeenkomstsluitende Partijen die zodanige mededelingen hebben gedaan, de Secretaris-

Generaal van de Raad kennis hebben gegeven van hun aanvaarding van de voorgestelde wijziging, met dien verstande dat, indien van alle aanvaardingen kennis is gegeven op een datum voor het verstrijken van de termijn van zes maanden als bedoeld in het derde lid van dit artikel, die datum in de plaats treedt van de datum van het verstrijken van de termijn van zes maanden;

- (ii) de datum van afloop van de termijn van negen maanden als bedoeld in het vierde lid van dit artikel.

7. Elke wijziging die geacht wordt te zijn aanvaard, treedt in werking zes maanden na de datum waarop zij wordt geacht te zijn aanvaard.

8. De Secretaris-Generaal van de Raad stelt alle Overeenkomstsluitende Partijen en alle andere Staten die haar hebben ondertekend zo spoedig mogelijk in kennis van alle overeenkomstig het derde lid, onder (a), van dit artikel ingediende bezwaren tegen de voorgestelde wijziging, alsmede van alle overeenkomstig het derde lid, onder (b), van dit artikel gedane mededelingen. Hij stelt daarna alle Overeenkomstsluitende Partijen en alle andere Staten die haar hebben ondertekend ervan in kennis dat de Overeenkomstsluitende Partij of Partijen die een zodanige mededeling hebben gedaan, bezaar maken tegen de voorgestelde wijziging, dan wel deze aanvaarden.

9. Elke Staat die deze Overeenkomst bekrachtigt of ertoe toetreedt, wordt geacht de wijzigingen te hebben aanvaard die van kracht zijn op het tijdstip van de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging of toetreding.

#### Artikel 25

De bijlage bij deze Overeenkomst wordt geacht daarvan een integreerend deel te vormen.

#### Artikel 26

De Secretaris-Generaal van de Raad doet aan alle Overeenkomstsluitende Partijen, aan de andere Staten die deze Overeenkomst hebben ondertekend, aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties en aan de Directeur-Generaal van de Organisatie van de Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur (UNESCO) mededeling van:

- (a) ondertekeningen, bekrachtigingen en toetredingen overeenkomstig artikel 17 van deze Overeenkomst;
- (b) de datum waarop deze Overeenkomst ingevolge artikel 18 in werking treedt;
- (c) kennisgevingen ontvangen overeenkomstig artikel 19;

- (d) opzeggingen ontvangen overeenkomstig artikel 21;
- (e) wijzigingen die geacht worden te zijn aanvaard overeenkomstig artikel 24, alsmede de datum van hun inwerkingtreding.

#### Artikel 27

Overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties wordt deze Overeenkomst op verzoek van de Secretaris-Generaal van de Raad geregistreerd bij het Secretariaat van de Verenigde Naties.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Brussel, de achtste juni negentienhonderd zeventig, in de Franse en de Engelse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in één exemplaar, dat wordt nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Raad, die voor eensluidend gewaarmerkte afschriften daarvan zal doen toekomen aan alle Staten bedoeld in het eerste lid van artikel 17 van deze Overeenkomst.

*(Voor de ondertekeningen zie blz. 33 van dit Tractatenblad.)*

## BIJLAGE

**Niet-limitatieve lijst van pedagogisch materiaal**

- (a) *Toestellen voor het opnemen of voor het weergeven van geluid of beeld zoals:*  
Projectietoestellen voor dia's en filmstroken;  
Filmprojectietoestellen;  
Retro-projectietoestellen en episcopen;  
Magnetofonen, magnetoscopen en kinescopen;  
Gesloten televisiecircuits.
- (b) *Klank- en beelddragere zoals:*  
Dia's, filmstroken en microfilms;  
Cinematografische films;  
Geluidopnamen (magnetische banden, schijven);  
Beeldbanden.
- (c) *Specialistisch materiaal zoals:*  
Bibliotheekuitrusting en audio-visueel materiaal voor bibliotheken;  
Rijdende bibliotheken;  
Talenpractica;  
Uitrusting voor simultane vertalingen;  
Geprogrammeerde mechanische of elektronische machines voor onderwijs;  
Materiaal dat speciaal is ontworpen voor het onderwijs aan of de beroepsopleiding van gehandicapte personen.
- (d) *Ander materiaal zoals:*  
Wandkaarten, maquettes, grafieken, kaarten, plattegronden, foto's en tekeningen;  
Instrumenten, apparaten en modellen ontworpen voor demonstratiedoeleinden;  
Verzamelingen van voorwerpen met visuele of audio-pedagogische informatie gemaakt voor het onderwijs van een bepaald onderwerp (studiepakketten);  
Instrumenten, apparaten, gereedschap en machinewerktuigen voor het leren van een ambacht of een beroep.
-

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst, met Bijlage, behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van de Overeenkomst, met Bijlage, is voorzien in artikel 17, eerste lid, letter b, juncto artikel 25.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst, met Bijlage, zullen ingevolge artikel 18, eerste lid, juncto artikel 25, in werking treden drie maanden nadat vijf Staten, bedoeld in artikel 17, eerste lid, de Overeenkomst zonder voorbehoud van bekrachtiging hebben ondertekend of hun akten van bekrachtiging of toetreding hebben nedergelegd.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst voor het gehele Koninkrijk gelden.

J. GEGEVENS

Van het op 15 december 1950 te Brussel tot stand gekomen Verdrag houdende instelling van een Internationale Douaneraad, met bijlage, naar welke Raad onder meer in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1951, 120 en de vertaling in het Nederlands in *Trb.* 1953, 51. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1969, 24.

Van het op 16 november 1945 te Londen tot stand gekomen Statuut van de Organisatie van Onderwijs, Wetenschap en Cultuur der Verenigde Naties, naar welke Organisatie onder meer in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, zijn tekst en vertaling, zoals gewijzigd tot op de tiende zitting van de Algemene Vergadering der Organisatie, geplaatst in *Trb.* 1960, 131. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1970, 176.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Handvest der Verenigde Naties, naar welke Organisatie onder meer in artikel 17 van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* F 321. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1969, 104.

Uitgegeven de negenentwintigste juni 1971.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
J. LUNS.